

Engagés pour la Faculté de Santé de l'UPEC

Chères toutes et chers tous,

L'UPEC vient de porter Jean-Luc Dubois-Randé à un nouveau mandat présidentiel, et cela dans la continuité d'une politique de transformation de notre université au service des excellences : une université engagée dans notre écosystème territorial, aussi bien en formation qu'en recherche. A son tour, la Faculté de Santé de l'UPEC doit accomplir le renouvellement électif de son conseil de gestion par voie électronique du 15 au 16 février 2023. Les membres du conseil de gestion ont été élus en 2018 et nous avons souhaité, avec l'équipe que j'ai dirigée pendant ces quatre années, réitérer notre engagement pour une nouvelle mandature. Avec cet exécutif, nous ne céderons pas à la tentation ni du bilan, ni de l'inventaire car force est de constater que ces quatre ans ont beaucoup fonctionné dans l'exigence des réformes de santé, dans l'évènement de la crise COVID, et par le contexte international contraignant les mobilités et imposant la sobriété énergétique notamment. Par ailleurs le monde hospitalo-universitaire est en crise avec un désenchantement massif touchant en premier lieu les disciplines concurrencées par le privé, chirurgicales et interventionnelles, mais aussi celles du socle technique qui nécessite des investissements lourds. Nous avons le sentiment d'avoir franchi dignement les obstacles et d'avoir accompli notre devoir en entraînant une communauté solide et unie face à l'adversité.

Nous avons construit un modèle de réforme de l'entrée dans les études de santé (REES) original et démonstrateur et nous déployons actuellement la R2C dans un juste équilibre. Nous avons préservé et développé la recherche durant la pandémie, en en faisant un atout, recruté des enseignants-chercheurs qui renforcent nos laboratoires et sont l'âme pédagogique de la REES. Enfin, nous avons compensé les prévisions démographiques pessimistes concernant la révision des effectifs hospitalo-universitaires ; des créations ont été obtenues dans les disciplines en tension, grâce au succès de la Licence d'Accès Santé et au soutien du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Je remercie chaleureusement les membres du conseil de gestion et ceux de l'exécutif qui m'ont accompagné dans cette tâche ainsi que l'administration qui a permis son accomplissement.

Le nouveau conseil qui siègera de 2023 à 2027 fera face à d'autres enjeux et sans doute à d'autres surprises et accidents de l'histoire. Des événements et des enjeux certains sont inscrits dans notre avenir prochain. La Faculté de Santé va être en travaux pendant quelques années et le quotidien pédagogique et de la recherche va être perturbé ; notre vision doit donc se projeter au-delà de cet horizon. Malgré ces difficultés incontournables qui signent une renaissance immobilière, les enjeux sont là.

L'histoire de notre centre de recherche est à un tournant. L'Institut Mondor de Recherche Biomédicale (IMRB) renouvelle son projet avec un nouveau porteur. Neuf équipes sur 14 changent de leaders et d'autres sont proposées. Les Unités de Recherche (UR) et les Groupes de Recherche Clinique (GRC) doivent évoluer dans un ensemble harmonieux et cohérent de la Faculté de santé avec l'IMRB.

Il nous faut construire pour demain un institut de Recherche attractif en consolidant une offre de Masters sélectionnant les meilleurs étudiants de nos promotions de Licence et cela en évitant la fuite centripète habituelle vers les établissements de Paris intra-muros. Le deuxième volet des États Généraux de la Recherche sera programmé en cours d'année 2023 pour établir notre projet, le rendre lisible et visible pour attirer de nouvelles équipes et de nouveaux chercheurs sur les surfaces de notre nouveau bâtiment ; celui-ci se dressera sur un campus rénové. La recherche translationnelle de notre site est appendue à une recherche clinique jusqu'alors productive. La situation hospitalière actuelle la rend de plus en plus difficile, notamment du fait de l'exigence bureaucratique, et logistique. La force universitaire doit pousser à la simplification, pas seulement nécessaire mais indispensable, en collaboration avec le CHU.

Par ailleurs il reste énormément de tâches à accomplir, en parallèle de la restructuration des masters déjà évoquée avec notamment la création des parcours, One Health en collaboration avec l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort, Immuno-Infectieux et Biotechnologies et Thérapies innovantes en Santé.. Restent à accomplir les expérimentations de la 3^{ème} année de Licence vers l'institut universitaire de kinésithérapie de Fontainebleau, la création des licences de soins infirmiers et de sciences de la rééducation et de réadaptation afin de consolider l'universitarisation des professions paramédicales ; le renforcement des formations en infirmières en pratique avancée qui n'ont pas comme vocation de pallier le déficit des professionnels de santé attendu dans les dix prochaines années mais celle d'une [profession nouvelle dans le système de soins français](#),

et enfin le déploiement des métiers d'accompagnement au bien vieillir, issus du campus du même nom, sont d'autres constructions. Le virage de la santé numérique devra être consacré par l'usage ainsi que l'assise de la simulation en collaboration avec l'Hôpital et les instituts de soins infirmiers dans l'originalité de sa décentralisation territoriale. La représentation paramédicale dans les instances se doit d'être intégrée. L'enseignement hybride construit pédagogiquement et l'installation sur le territoire devront poursuivre leur essor.

Pour tous ces projets, patrimoniaux, de recherche et pédagogiques, il faudra des ressources humaines et financières et il faudra les chercher et les trouver. La construction des masters est un moyen comme l'a été la REES mais cela ne suffira pas dans le contexte du 'combien ça coûte ?' et de la sobriété. L'ambiance est à la rigueur et nous devons avoir une politique agressive, notamment d'accroissement des ressources propres. Les pistes sont évidentes. Il faudra aller à l'assaut des grosses subventions, nationales, européennes et internationales et les apporter à notre Université qui garantira leur utilisation agile en déployant les outils de gestion et les compétences visant un effet démultiplicateur. Il faudra moderniser et développer encore plus notre département universitaire de Formation Médicale Continue dans l'originalité pédagogique et s'atteler aux formations professionnalisantes et à l'apprentissage. Il s'agira de produire les moyens d'accompagnement indispensables à notre politique de recherche, notamment patrimoniale. Nous devons avoir la capacité financière d'attractivité pour les chercheurs et les équipes. La valeur de notre recherche, et les nouveaux locaux ne suffiront pas. Il faudra également un budget conséquent pour les investissements en équipements, pour renouveler et trouver d'autres postes, anticipant le renouvellement générationnel inéluctable des 10 ans à venir. L'incitation sera donnée aux programmes ATIP-Avenir, levier de mobilité pour attirer dans les laboratoires de jeunes chefs d'équipes de haut niveau, et aux ERC, marqueurs d'excellence et outils puissants pour en lancer de nouvelles. Avec nos tutelles il faudra travailler sur la part des frais de gestion, préciput, et intéressement, autres leviers pour améliorer notre compétitivité. Nous devons avant tout compter sur nous-mêmes et pérennisons notamment la politique des appels d'offres internes. Il faudra faire des économies d'échelle en pédagogie par la mutualisation de nos efforts avec les Facultés du territoire de Paris Saclay, les ECOS pouvant en être le premier démonstrateur. Il faudra concrétiser des axes de recherche trans-universitaire pour obtenir la masse critique suffisante à la compétitivité avec les mêmes partenaires. Nous devons par un effort collectif attirer les bibliothèques et stimuler l'entrepreneuriat. Il faudra une Faculté de Santé organisée, ayant saisi le signal de la modernisation et ayant tissé des liens souples et adaptés avec les services centraux.

La Faculté de Santé a triplé ses effectifs étudiants en quelques années. La pression des réformes, la précarité sanitaire et économique qui accentuent la fragilité étudiante nous engagent à poursuivre la politique initiée par la commission de l'Être Étudiant avec les élus et les associations d'étudiants ; il faudra de nouveaux liens sociaux pour cicatiser les plaies de la pandémie. Les enjeux du développement durable, de l'environnement et de la sobriété énergétique devront être une préoccupation partagée de notre communauté du quotidien à l'inclusion dans l'enseignement.

La Faculté de Santé devra être acteur du territoire face aux difficultés du système de santé particulièrement frappé par les échéances démographiques. Dans ce cadre, la dynamique du département de Médecine Générale sera soutenue dans la poursuite de l'implantation des Maisons de Santé Universitaires et la promotion à la recherche et l'enseignement en soins primaires dans son maillage géographique. L'administration qui nous accompagne doit être renforcée pour mener ce programme ambitieux dans une qualité de vie au travail, source d'épanouissement.

Nous avons été capables de déployer un projet original dans l'Est Parisien avec le CHU, notamment par la logique d'affiliation. Cela ne suffit pas. C'est avec nos alliés du Sud Parisien que nous voulons construire autour de Paris-Saclay un CHU Académique, réenchantant le modèle.

L'équipe qui dirigera demain notre composante devra avoir une forte capacité de résistance inertielle, c'est-à-dire la capacité à maintenir un cap malgré les contrariétés. La qualité nécessaire est une constance opposée à l'immobilisme.

L'équipe aguerrie avec laquelle j'ai accompli la plus grande partie de mon premier décanat en a la compétence, la force d'engagement et l'envie. Nous ne sommes pas bouleversés par les faits, nous savons où nous voulons aller dans le monde changeant qui nous entoure, nous sommes **Engagés pour la Faculté de Santé de l'UPEC.**